

**Accord collectif**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Alpes-Maritimes)**

---

ACCORD DU 13 JANVIER 2010

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS1097179M*

---

Entre :  
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,  
D'une part, et  
La CGT-FO ;  
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord national du 10 juin 2008 sur la protection sociale complémentaire en agriculture met en place un régime de prévoyance en matière de garantie décès, incapacité temporaire et permanente d'une part et une assurance complémentaire frais de santé d'autre part.

Pour compléter ce socle minimum, les partenaires sociaux nationaux ont conclu un contrat d'assurance collectif instaurant des garanties supplémentaires au régime obligatoire national de prévoyance des salariés non cadres en agriculture.

C'est dans ce cadre que les partenaires sociaux des Alpes-Maritimes ont souhaité mettre en place un régime départemental obligatoire de

prévoyance lourde, en souscrivant certaines des garanties supplémentaires prévues aux termes du contrat cité ci-dessus, pour faire bénéficier les salariés d'une couverture supérieure au socle minimum national, tout en conservant une gestion et une mutualisation nationale. Cet accord local sur la prévoyance a donc pour finalité de rendre obligatoire les garanties supplémentaires nationales auxquelles souscrivent les partenaires sociaux.

En ce qui concerne l'assurance complémentaire frais de santé, les partenaires sociaux ont décidé de s'intégrer au régime national prévu dans l'accord du 10 juin 2008, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles relevant des activités de la production agricole du département des Alpes-Maritimes.

#### **1.1. Champ d'application professionnel**

Les salariés y compris les apprentis de nationalité française ou étrangère travaillant dans :

- les exploitations agricoles de culture et d'élevage, quelles que soient les productions et les formes juridiques adoptées ;
- les structures agro-touristiques et activités qui sont dans le prolongement de l'acte de production, ou qui ont pour support l'exploitation.

Les entreprises relevant des secteurs de la conchyliculture, de l'aquaculture, de la pisciculture et de l'accoupage sont exclues de l'accord départemental.

#### **1.2. Champ d'application territorial**

Le présent accord régit tous les travaux salariés visés à l'article 1<sup>er</sup>, effectués dans des entreprises dont le siège social est situé sur le département des Alpes-Maritimes.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés visés à l'article 1<sup>er</sup> :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour toutes les garanties au niveau de prestation défini par l'accord national ;
- à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*,

du présent accord, pour les compléments de garanties à l'accord national, définis ci-après.

Cependant, le présent accord, dans son intégralité, pourra également, préalablement à son extension, être appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, de manière volontaire, par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à son champ d'application.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Le régime établi par le présent accord ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

### **Article 3**

#### *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non cadre ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 1 an d'ancienneté.

En sont exclus :

- les cadres et personnels relevant de la CPCEA en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance et de complémentaire santé défini dans la convention collective du 2 avril 1952 ;
- les VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

### **Article 4**

#### *Garanties*

Pour toutes les garanties décrites ci-après, les conditions et modalités de versement sont les mêmes que celles définies en application de l'accord national du 10 juin 2008.

#### Garantie décès

En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié ayant 1 an d'ancienneté ou plus, il est versé à ses ayants droit, concubins, titulaire d'un Pacs ou au (aux) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire brut total soumis à cotisation perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès.

En supplément de l'accord national, les partenaires sociaux des Alpes-Maritimes ont décidé d'améliorer le capital versé en cas du décès du salarié, en le majorant de 25 % par enfant à charge.

## Allocation frais d'obsèques

En supplément de l'accord national, les partenaires sociaux des Alpes-Maritimes ont décidé d'améliorer la garantie décès en souscrivant une allocation frais d'obsèques, d'un montant égal à 50 % du plafond mensuel de la sécurité sociale, dans la limite des frais réels, et versée en cas de décès du salarié.

## Garantie incapacité temporaire de travail

Ainsi, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, le salarié bénéficiera, en relais de l'obligation dite de « mensualisation » prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail, d'une indemnité journalière.

En supplément de l'accord national, les partenaires sociaux des Alpes-Maritimes ont décidé d'améliorer le montant de cette indemnité journalière, qui sera égal à 25 % du salaire journalier de référence.

## Garantie incapacité permanente professionnelle

Cette garantie est la même que celle définie dans l'accord national du 10 juin 2008. Elle permet aux salariés non cadres de bénéficier en cas d'incapacité permanente de travail, résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, et pour un taux d'incapacité permanente au sens de l'article 434-2 du code de la sécurité sociale de 66,66 % et plus, d'une rente mensuelle égale à 10 % du salaire mensuel brut de référence.

Si la définition de cette garantie dans l'accord national venait à changer, ce changement serait intégré automatiquement et immédiatement à cet accord.

Les dispositions communes aux prestations ci-dessus sont les mêmes que celles de l'accord national, à savoir :

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture des droits seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans le présent accord.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès de l'organisme assureur sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- les revalorisations futures, portant sur les indemnités journalières, rentes d'incapacité permanente professionnelle ou d'invalidité selon les modalités prévues par les organismes désignés ;
- le bénéfice des garanties décès, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités jour-

- nalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente ou d'invalidité versées par un organisme assureur en application d'un contrat souscrit antérieurement, sous réserve que le maintien de ces garanties ne soit pas déjà prévu par un contrat antérieur ;
- l'indemnisation intégrale pour les salariés en arrêt de travail remplissant les conditions et dont le contrat de travail est toujours en cours à la date d'effet, alors qu'il n'existe aucun organisme assureur précédent.

Les garanties incapacité s'entendent à législation sociale constante.

## **Article 5**

### *Gestion du régime et information des partenaires sociaux départementaux*

Le présent régime sera géré par ANIPS en partenariat avec Groupama et sa caisse régionale Alpes Méditerranée, dans le cadre du contrat d'assurance collective à adhésion facultative aux garanties optionnelles au régime obligatoire national de prévoyance des salariés non cadres en agriculture, et donc de la mutualisation nationale.

Cependant, les partenaires sociaux souhaitent recevoir un compte de résultat individualisé pour le département des Alpes-Maritimes, leur permettant de réaliser un bilan annuel de l'application de l'accord avec des données statistiques sur les entreprises et salariés relevant du présent accord, avec un suivi des cotisations perçues et des prestations versées garantie par garantie, avec une situation du département au regard de la mutualisation nationale.

## **Article 6**

### *Cotisations*

#### 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

#### 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 4 est de 0,59 %, le détail des cotisations par garantie est le suivant :

- capital décès avec majoration enfant à charge : 0,24 % ;
- allocation frais d'obsèques : 0,02 % ;
- incapacité temporaire de travail en relais de la mensualisation : 0,30 % ;
- incapacité permanente professionnelle : 0,03 %.

Cette cotisation globale est répartie à raison de 50 % à la charge des salariés et 50 % à la charge des employeurs.

Il est précisé que la couverture des prestations incapacité temporaire, en relais de l'obligation des employeurs, est assurée par une cotisation prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

Ces taux de cotisations sont garantis par l'organisme gestionnaire pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### 3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'ANIPS-Groupama selon les modalités définies entre eux et la MSA.

### 4. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente toutes origines sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente professionnelle ou non est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

## Article 7

### *Clause de réexamen*

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale, il fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions en matière tant de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

## **Article 8**

### *Dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du terme du préavis.

## **Article 9**

### *Dépôt et extension*

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Les partenaires sociaux en demandent l'extension.

Fait à Nice, le 13 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)